Population : 10,4 millions d'habitants (2025)

Indépendance : 18 octobre 1991



Reprise du contrôle du Haut-Karabagh en 2023

FICHE PAYS N°18 : AZERBAÏDJAN

PIB : 78,4 milliards USD (2025, estimation)

Superficie : 86 600 km²

Auteur : Valentine SAGE
Date de publication : 3 novembre 2026

1. Données clés



Nom officiel : République d'Azerbaïdjan
Capitale : Bakou
Population (2025) : 10,4 millions d'habitants
Superficie : 86 600 km²
Organisation territoriale : L'Azerbaïdjan est un État indépendant dont le territoire est organisé en plusieurs divisions administratives : Bakou, la capitale et principal centre politique, économique et énergétique du pays ; les districts administratifs, subdivisions territoriales du pays ; les régions économiques (14 en tout), regroupements de territoires utilisés pour la planification du développement économique ; le Nakhitchevan, république autonome appartenant à l'Azerbaïdjan mais géographiquement séparée du reste du pays par le territoire arménien ; le Karabagh, région historique économique qui comprend la zone de conflit du Haut-Karabagh.

Langue officielle : Azerbaïdjanais ou azéri
Monnaie : Le manat azerbaijan (AZN)
Nature du régime : République présidentielle
Chef de l'État : Président de la République : Ilham Aliyev (depuis 2003)
Première vice-présidente de la République : Mehriban Aliyeva (depuis 2017)
Parlement : Parlement monocaméral, compte 125 députés
PIB (2025) : Le FMI prévoit le PIB nominal azerbaïdjanais à environ 78,4 Mds USD, avec une croissance réelle en 2025 de 1,4%. La croissance a subi un ralentissement marqué en 2024 (4,2% en 2024), mais avec une reprise modérée estimée à 2,2% en 2026[1].
Inflation (2025) : Le FMI prévoit une inflation prévisionnelle de 6% en moyenne en 2026.
Emploi : Le taux d'emploi mesuré par la Banque Mondiale était d'environ 60% en 2025 (catégorie 15 ans et plus), avec un taux de participation de 63% (catégorie 15 ans et plus)[2]. Le taux de chômage en 2025 était d'environ 5,5%[3]. L'agriculture représente une part importante des emplois malgré sa contribution limitée au PIB.
Secteurs structurants de l'économie : En 2024, l'industrie extractive représente 23% du PIB[4]. En 2025, la part du commerce, notamment automobile représente 11% du PIB; les transports 7%, la construction 6.5% et l'agriculture environ 6% du PIB[5].
Enjeux principaux : Les relations avec l'Arménie depuis la fin du conflit à propos de la région du Haut-Karabagh en 2023, avec une volonté de normalisation des relations ; conserver son autonomie stratégique dans l'équilibre géopolitique régional et dans ses relations avec la Turquie, l'Iran, la Russie et les puissances occidentales ; sa dépendance aux hydrocarbure et l'environnement des affaires peu propice à la diversification de l'économie ; la stabilité intérieure, notamment les questions de libertés publiques, de lutte contre la corruption, et de transparence institutionnelle.

[1] The Republic of Azerbaijan: Staff Report for the 2026 Article IV Consultation (27 mai 2027). The Republic of Azerbaijan: Staff Report for the 2026 Article IV Consultation
[2] Labor force participation rate, total (% of total population ages 15+) (modeled ILO estimate) - Azerbaijan (17 janvier 2026). Labor force participation rate, total (% of total population ages 15+) (modeled ILO estimate) - Azerbaijan | Data
[3] Unemployment, total (% of total labor force) (17 janvier 2026). Unemployment, total (% of total labor force) (modeled ILO estimate) | Data
[4] Azerbaïdjan : fiche pays - juillet 2025, Direction Évaluation, Études et Prospectives, BPI France. Bpifrance
[5] Production of Gross Domestic Product in 2025, Comité national de statistique de l'Azerbaïdjan. Production of Gross Domestic Product in 2025 | The State Statistical Committee of the Republic of Azerbaijan

2. Repères géographiques essentiels



Du fait de la situation géostratégique régionale complexe, un point sur les différentes régions et territoires exposés au sein de cette fiche est essentiel à la bonne compréhension de l'analyse.

Tout d'abord, il faut savoir que l'Azerbaïdjan dispose d'une organisation territoriale en plusieurs divisions administratives. On distingue notamment[6] :

- Bakou : capitale et principal centre politique, économique et énergétique du pays
- Les districts administratifs : ce sont des subdivisions territoriales du pays.
- Les régions économiques : ce sont des regroupements de territoires utilisés pour la planification du développement économique. Le pays en compte 14 en tout.
- Le Nakhitchevan : c'est une République autonome, exclave de l'Azerbaïdjan car géographiquement séparée du reste du pays par le territoire arménien. Elle est située entre l'Arménie, l'Iran et la Turquie et possède sa propre Constitution, son Parlement et son gouvernement, bien que son autonomie soit fortement encadrée et centralisée par Bakou.
- Le Karabagh : région historique économique qui comprend la zone de conflit du Haut-Karabagh.

Nous allons également évoquer le Caucase, région géographique située entre la mer Noire et la mer Caspienne, à la jonction de l'Europe et de l'Asie.[7]



Elle se compose du :

- Caucase du Sud, regroupant l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie.
- Caucase du Nord, regroupant principalement des territoires appartement à la Russie.
- Grand Caucase, qui est la chaîne de montagnes qui traverse la région et sert de repère géographique entre le Nord et le Sud.

La région du Caucase est un espace stratégique en raison de sa position entre la Russie, la Turquie et l'Iran, de ses ressources énergétiques et de ses corridors de transport reliant l'Europe à l'Asie.

Finalement, il s'agit de situer le territoire du Haut-Karabagh, disputé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan entre 1991 et 2023[8].

Le territoire se situe à l'intérieur des frontières internationalement reconnues de l'Azerbaïdjan, tout en étant historiquement peuplé en majorité d'arméniens. Il va devenir une République autoproclamée administrée par des autorités séparatistes arméniennes, mais non reconnue

[6] Carte - Fichier:Azerbaijan regions (fr).png — Wikivoyage, le guide de voyage et de tourisme collaboratif gratuit
[7] Carte - Carte du Caucase avec les pays et les villes
[8] Carte - NK-Map - Conflit du Haut-Karabagh — Wikipédia



par la communauté internationale depuis sa déclaration d'indépendance de l'Azerbaïdjan en 1991.

La première guerre du Haut-Karabagh (1991-1994) entraîne la prise de contrôle du territoire et des territoires environnants par les forces arméniennes.

En 2020 aura lieu la guerre de six semaines qui permet à l'Azerbaïdjan de reprendre plusieurs territoires, puis finalement de l'entièreté du territoire en septembre 2023. La quasi-totalité de la population arménienne locale fuit vers l'Arménie.

Depuis 2023, le territoire est sous contrôle de l'Azerbaïdjan et n'est plus administré par les autorités séparatistes arméniennes.

3. Synthèse exécutive

L'Azerbaïdjan est un État du Caucase du Sud occupant une position stratégique entre la Russie, l'Iran, la Turquie, l'Asie centrale et l'Europe. Bordé par la mer Caspienne, il dispose de ressources importantes en pétrole et en gaz, qui constituent le socle de son économie et un instrument majeur de son influence internationale. Sa position géographique lui confère également un rôle de carrefour énergétique et logistique entre l'Europe et l'Asie. Sa situation lui confère également une importance stratégique pour le pays, qui a été de tous temps un objet de convoitise pour les empires voisins.

Grâce à sa diversité géographique (montagnes du grand et petit Caucase au Nord et à l'Ouest, plaines fertiles et plateaux dans le centre et au Sud), le pays s'assure une diversité climatique et une culture riche (coton, agrumes, raisin)[9].

Sa population majoritaire est les Azéris, un peuple turcophones à majorité musulmane chiite. Sur le plan politique, le pays est dirigé par Ilham Aliyev depuis 2003, dans le cadre d'un régime présidentiel fortement centralisé. Cette concentration du pouvoir favorise une continuité de la politique étatique, mais soulève des enjeux de gouvernance, de transparence et de libertés publiques.

Sur le plan économique, l'Azerbaïdjan demeure fortement dépendant des hydrocarbures, malgré les efforts engagés pour développer les secteurs non pétroliers et les énergies renouvelables et l'importance croissante de la diversification. Le Fonds pétrolier d'État (SOFAZ) constitue un instrument essentiel de gestion de la rente, sans toutefois pouvoir se substituer au développement d'un secteur privé diversifié.

Sur le plan géopolitique, la reprise du contrôle du Haut-Karabagh en 2023 a modifié les relations avec l'Arménie. La déclaration de Washington du 8 août 2025 a ouvert une nouvelle étape vers la normalisation des relations. Le projet de liaison régionale TRIPP pourrait également renforcer la connectivité entre l'Azerbaïdjan, le Nakhitchevan, la Turquie et les marchés européens, tout en soulevant des questions de souveraineté et de contrôle des infrastructures.

[9] Azerbaïdjan : hydrocarbures et dictature, Le dessous des cartes, Arte. Le dessous des cartes - Azerbaïdjan : hydrocarbures et dictature - Regarder le documentaire complet | ARTE

Enfin, Bakou mène une politique étrangère multivectorielle, fondée sur le maintien de relations avec des partenaires aux intérêts parfois concurrents : Turquie, Russie, Iran, Israël, Union européenne et États-Unis. Cette stratégie s'accompagne néanmoins de tensions régionales persistantes, notamment autour de l'Arménie et du statut juridique et des ressources de la mer Caspienne.

À moyen terme, les principaux enjeux pour l'Azerbaïdjan seront de consolider la paix dans le Caucase du Sud, de réduire sa dépendance aux hydrocarbures, de renforcer son rôle de plateforme de transport et d'énergie, et de répondre aux défis de gouvernance et de vulnérabilité climatique.

4. Repères historiques[10]

L'Azerbaïdjan est un État d'Asie occidentale situé dans la région du Caucase, entouré par la mer Caspienne à l'est, la Russie au Nord, la Géorgie au Nord-Ouest, l'Arménie à l'Ouest et l'Iran au Sud.

Avant d'obtenir son indépendance, le pays va être largement disputé. Le territoire sera d'abord une province de la Perse achéménide, et avec la conquête arabe, l'Islam va s'y implanter progressivement au VIIe siècle. Il subira tour à tour des invasions turco-mongoles (XIe siècle), turques ottomanes (XVIe au XVIIIe) , avant d'être restitué à la Perse en 1735. L'Empire russe annexe une partie du territoire un siècle plus tard.

Au milieu du XIXe siècle débute l'extraction industrielle du pétrole de la Caspienne, ce qui va jouer un rôle central dans la transformation économique du pays. Bakou sera le premier centre pétrolier mondial en 1900, et va attirer plus de 200 000 habitants entre 1870 et 1913. La majorité des habitants est ainsi représentée par le prolétariat multinational, entraînant des tensions avec la bourgeoisie arménienne.

Le processus d'indépendance du pays se fait ensuite en plusieurs étapes : la première indépendance de l'Azerbaïdjan a lieu le 28 mai 1918. C'est en effet à la suite de l'effondrement de l'Empire russe que sera proclamée la République démocratique d'Azerbaïdjan. Le pays va ensuite être successivement occupé par les forces d'interventions britanniques (août-septembre 1918), puis par les Turcs voulant s'emparer des réserves de pétrole (septembre-octobre 1918).

La république d'Azerbaïdjan est finalement soviétisée par l'Armée Rouge en avril 1920. Entre 1920 et 1991, le pays est intégré à l'URSS, qui en fait la République soviétique d'Azerbaïdjan. Les élites nationales sont ainsi décimées, les persécutions religieuses y sont sévères et la culture est mise à mal. Seul le Haut-Karabagh reste indépendant depuis 1923.

Avec l'effondrement de l'URSS en 1991, l'indépendance est de nouveau proclamée le 30 août 1991, confirmée par l'Acte constitutionnel du 18 octobre 1991. Bakou n'arrive cependant pas à reprendre le contrôle du Haut-Karabagh, peuplé d'arméniens.

La population arménienne au sein du territoire du Haut-Karabagh revendique un rattachement à l'Arménie, ce qui va mener au conflit armé et à la première guerre du Haut-Karabagh de 1988-1994, qui oppose ainsi l'Arménie à l'Azerbaïdjan. Les forces arméniennes prennent le contrôle du territoire et de plusieurs districts azerbaïdjanais voisins. Un cessez-le-feu entre en vigueur en 1994. L'Azerbaïdjan perd ainsi 13% de son territoire et subit des déplacements massifs de population.

[10] Histoire, Azerbaïdjan, Larousse. Azerbaïdjan en azeri Azärbaycan République d'Azerbaïdjan - LAROUSSE

Des tensions et affrontements intermittents ont lieu pendant plusieurs décennies, jusqu'à l'offensive militaire menée par l'Azerbaïdjan en 2020. La "guerre des six semaines" lui permet de reprendre le contrôle de la région. Plus de 100 000 arméniens sont de ce fait repartis en Arménie. Un accord de cessez-le-feu négocié par la Russie met fin aux combats après 44 jours. Un blocus est alors mis en place sur le corridor de Latchine, principale liaison entre le Haut-Karabagh et l'Arménie, provoquant des pénuries de nourriture et de carburant. En septembre 2023, l'Azerbaïdjan lance une dernière offensive, entraînant la capitulation des autorités arméniennes et de la reprise du contrôle de tout le territoire[11].

Le conflit du Haut-Karabagh ont engendré de nombreuses pertes des deux côtés : des séries de massacres, des milliers de morts, des dizaines de milliers de blessés, et plus d'un million de déplacements d'arméniens fuyant le Haut-Karabagh vers l'Arménie[12].

Aujourd'hui, l'enjeu principal pour l'Azerbaïdjan repose ainsi sur ce conflit avec l'Arménie et la normalisation de leurs relations pour affirmer la stabilité de la région et le rôle de Bakou en son sein.

5. Situation économique

L'économie de l'Azerbaïdjan repose essentiellement sur les hydrocarbures, et notamment sur le pétrole et le gaz qui constituent le pilier des exportations du pays.

Historiquement, le pays s'est développé à partir de la découverte de gisements dans les années 1870. Bakou est ainsi devenu le premier centre pétrolier mondial au début du XXe siècle et le principal foyer de production et de raffinage de l'ex-URSS jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, avant de connaître une période de déclin continu[13]. Heydar Aliev, à son arrivée au pouvoir, mise tout sur le pétrole, et bénéficie de l'appui du *British Petroleum*, qui demeure toujours à ce jour, l'un des principaux investisseurs privés étrangers du pays[14]. En 1994, la production sera également multipliée grâce à l'ouverture du complexe pétrolier offshore Azeri-Chirag-Gunashli et l'intégration du champ gazier de Shah Deniz en 1998 dans la stratégie du corridor énergétique de la Commission Européenne.

En 2005, un oléoduc reliant Bakou à Ceyhan via Tbilissi entre en fonction, et le gazoduc de TANAP relie quant à lui l'Azerbaïdjan à l'Europe via la Turquie depuis 2008[15].

Grâce à ces infrastructures, le pays développe massivement son économie sur la base des exportations d'hydrocarbures.

L'Azerbaïdjan est le seul État issu de l'Union soviétique producteur d'énergie qui dispose d'un accès direct au marché d'Europe de l'Ouest, grâce à l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan. L'essentiel de la production de pétrole est ainsi exportée vers la Méditerranée.

Aujourd'hui, la part du secteur de l'industrie (comprenant les activités pétrolières et non pétrolières) représente environ 33% du PIB de l'Azerbaïdjan, étant ainsi le secteur dominant de son économie. Le secteur du commerce et notamment de l'automobile représente environ 11.3% du PIB (grâce à la consommation intérieure et à la distribution). Ensuite, l'économie est

[11] Haut-Karabagh : comprendre ce conflit centenaire qui embrase les relations entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, Le Monde (21 septembre 2023). Haut-Karabakh : comprendre ce conflit centenaire qui embrase les relations entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie
[12] Refugee magazine numéro 98 - Conflit dans le Caucase, HCR, Nations Unies (1er décembre 1994). Refugees Magazine Numéro 98 (Après l'Union soviétique) - Conflit dans le Caucase | Le HCR
[13] Azerbaïdjan, Larousse. Azerbaïdjan en azeri Azärbaycan République d'Azerbaïdjan - LAROUSSE
[14] Azerbaïdjan : hydrocarbures et dictature, Le dessous des cartes, Arte. Le dessous des cartes - Azerbaïdjan : hydrocarbures et dictature - Regarder le documentaire complet | ARTE
[15] Azerbaïdjan : hydrocarbures et dictature, Le dessous des cartes, Arte. Le dessous des cartes - Azerbaïdjan : hydrocarbures et dictature - Regarder le documentaire complet | ARTE

structurée autour du secteur des transports (7.1% du PIB), de la construction (6.5% du PIB) et de l'agriculture (6% du PIB)[16].

En 2025, le commerce extérieur de l'Azerbaïdjan a atteint 48.9 milliards de dollars, pour 24.5 milliards de dollars d'exportations et 24.4 milliards de dollars d'importations (limitant l'excédent commercial à environ 146 millions de dollars)[17].

L'Azerbaïdjan, bien que s'appuyant historiquement sur ses revenus en hydrocarbures, transite aujourd'hui vers une économie plus verte, avec des projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'expansion des énergies renouvelables[18]. Le pays a notamment accueilli la COP29, démontrant ainsi sa volonté de s'inscrire dans la transition énergétique mondiale. Cependant, les défaillances en matière de gouvernance constituent un obstacle au développement du secteur privé non pétrolier.

En Azerbaïdjan, le fond souverain *State Oil Fund of the Republic of Azerbaijan* (SOFAZ), joue un rôle important. Créé par décret présidentiel le 29 décembre 1999, il a pour objectif de transformer les revenus tirés des hydrocarbures en actifs financiers durables, stabiliser l'économie et financer des projets stratégiques. Au 31 décembre 2025, le SOFAZ concentrait 73.5 milliards de dollars d'actifs, et transférait environ 8.5 milliards de dollars au budget de l'État[19].

Ses principales fonctions sont les suivantes :

- la gestion et l'épargne des revenus pétroliers et gaziers : le SOFAZ collecte les revenus liés à l'exploitation des hydrocarbures et les investit sur les marchés internationaux.
- le financement du budget de l'État : chaque année, une partie des ressources du SOFAZ sont transférées au budget public, contribuant ainsi au financement des dépenses de l'État.
- le financement de projets stratégiques : le SOFAZ contribue à des infrastructures de transport et d'énergie, à l'approvisionnement en eau, à des programmes éducatifs et au relogement des personnes déplacées suite au conflit du Haut-Karabagh.
- la diversification du patrimoine national : le SOFAZ investit à l'étranger dans des obligations, des actions, de l'or et de l'immobilier afin de réduire la concentration de la richesse nationale dans les seules ressources énergétiques[20].

Il faut cependant faire attention au fait que les finances de l'État sont ainsi exposées aux variations des recettes pétrolières et gazières puisque les revenus énergétiques financent en partie les dépenses publiques. De plus, les actifs financiers du SOFAZ ne suffisent pas à eux seuls à développer les secteurs hors hydrocarbures, bien qu'ils diversifient les revenus du pays. Le fond souverain est ainsi un instrument central de la gestion de la rente énergétique azerbaïdjanaise, bien que faisant face à certaines limites.

L'azerbaïdjan, ayant développé un poids important dans la région grâce à son rôle de carrefour et d'exportateur d'hydrocarbures, a noué des liens économiques solides avec ses voisins. Il bénéficie d'un accès sur la mer Noire grâce à la voie ferrée le reliant à Batoumi, et le port de

[16] Production of Gross Domestic Product in 2025, Comité national de statistique de l'Azerbaïdjan. Production of Gross Domestic Product in 2025 | The State Statistical Committee of the Republic of Azerbaijan
[17] Foreign trade relations, Comité national de statistique de l'Azerbaïdjan (12 février 2026). Foreign trade relations | Azərbaycan Respublikasının Dövlət Statistika Komitəsi
[18] Azerbaïdjan, Banque Mondiale. Azerbaïdjan | Groupe de la Banque mondiale
[19] https://oilfund.az/en/fund/press-room/news-archive/1759
[20] Le fonds pétrolier d'État de la République d'Azerbaïdjan (SOFAZ), Direction générale du Trésor, ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle, Énergétique et Numérique (15 avril 2019). Le fonds pétrolier d'Etat de la République d'Azerbaïdjan (SOFAZ) | Direction générale du Trésor

Bakou le met en relation avec les territoires asiatiques. Le delta de la Volga lui permet aussi d'échanger facilement avec la Russie centrale[21].

Ses principaux partenaires commerciaux (selon la part dans le commerce extérieur de 2025) sont les suivants :

- L'Italie est le premier partenaire commercial de l'Azerbaïdjan et sa principale destination pour les exportations, représentant plus d'un quart des échanges commerciaux totaux du pays. L'Italie absorbe près de 58**%** des exportations totales de pétrole brut azerbaïdjanais et l'Azerbaïdjan fournit environ 16% des importations gazières de l'Italie via le gazoduc transadriatique[22].
- La Turquie, qui représente un partenaire stratégique pour les oléoducs et gazoducs ainsi que pour les investissements. En effet, 13.5% des exportations azerbaïdjanaises sont dirigées vers la Turquie en 2025, ce qui en fait le deuxième partenaire mondial du pays derrière l'Italie[23].
- La Russie représente également un partenaire commercial majeur, notamment pour les importations et exportations agricoles non pétrolières. A la fin de l'année 2025, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays avait dépassé 4.9 milliards de dollars[24].
- La Géorgie et les pays d'Asie centrale jouent un rôle stratégique dans le transit des hydrocarbures et des marchandises entre la mer Caspienne, le Caucase et les marchés européens.
- Israël, partenaire historique depuis l'indépendance du pays, dont le partenariat assure à l'État hébreux 30% de ses besoins en pétrole et assure à l'Azerbaïdjan de bénéficier des technologies avancées israéliennes[25].
- L'Union Européenne constitue également le premier partenaire commercial de l'Azerbaïdjan. L'Union Européenne importe environ 13.9 milliards d'euros depuis l'Azerbaïdjan, et exporte 2.8 milliards en 2025[26]. L'UE importe notamment du pétrole, du gaz naturel et des produits associés, au travers d'un partenariat stratégique, le mémorandum stratégique signé en juillet 2022. Ce partenariat vise à renforcer les approvisionnements en gaz par le corridor gazier méridional, tout en développant la coopération sur les énergies renouvelables et la réduction des émissions de méthane[27]. Ces relations reposent sur l'accord de partenariat et de coopération entré en vigueur en 1999 et dont les négociations pour un nouvel accord ont été suspendues depuis février 2022[28].

L'enjeu principal pour garantir la stabilité économique du pays est d'arriver à faire face à la baisse de production pétrolière et à la volatilité des prix mondiaux. Le FMI et la Banque Mondiale soulignent en effet le ralentissement de la croissance en 2025 et la nécessité

[21] Azerbaïdjan, Larousse. Azerbaïdjan en azeri Azärbaycan République d'Azerbaïdjan - LAROUSSE
[22] Italy's share in Azerbaijan's total oil export nears 58%, Report AZ (21 septembre 2026). Italy's share in Azerbaijan's total oil exports nears 58%
[23] Azerbaïdjan imports from Turkey, Trading Economics. Azerbaijan Imports from Turkey - 2026 Data 2027 Forecast 1996-2025 Historical
[24] Le volume des échanges commerciaux entre l'Azerbaïdjan et la Russie rendus publics pour l'année en cours, Agence de Presse Nationale de l'Azerbaïdjan (16 avril 2026). Le volume des échanges commerciaux entre l'Azerbaïdjan et la Russie pour l'année en cours rendu public - AZERTAC
[25] Azerbaïdjan : hydrocarbures et dictature, Le dessous des cartes, Arte. Le dessous des cartes - Azerbaïdjan : hydrocarbures et dictature - Regarder le documentaire complet | ARTE
[26] EU trade relations with Azerbaïdjan, European Commission. EU trade relations with Azerbaijan
[27] Neighbourhood-East, European Commission. EU-Neighbourhood-East energy cooperation
[28] EU trade relations with Azerbaïdjan, European Commission. EU trade relations with Azerbaijan

d'accélérer la diversification de l'économie[29]. En 2025, la production de valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures a diminué de 1.6% tandis que le secteur hors hydrocarbures a progressé de 2.7%[30]. Le risque est donc une dépendance trop élevée aux hydrocarbures, fragilisée par le déclin mondial de la production pétrolière et la transition énergétique mondiale. L'Azerbaïdjan doit réussir à diversifier son économie en renforçant les secteurs non pétroliers, développer ses infrastructures afin de renforcer son rôle de carrefour énergétique et logistique entre l'Europe et l'Asie, tout en développant les énergies renouvelables et en améliorant la concurrence et la transparence au sein de la gouvernance. Il faut également réussir à tirer parti de la normalisation des relations dans la région du Caucase du Sud pour développer les échanges et les connexions transfrontalières.

6. Politique intérieure

L'Azerbaïdjan est une République présidentielle unitaire, dont le président est Ilham Aliev depuis 2003, qui a succédé à son père Heydar Aliev. Ce dernier, ancien général du KGB, est arrivé au pouvoir durant le conflit du Haut-Karabagh en 1993. Il a ainsi instauré une dynastie et va mettre le pays en coupe réglée[31].

Les élections du 7 février 2024 ont ainsi réélu Ilham Aliev pour un cinquième mandat consécutif. Avec les élections législatives anticipées du 1er septembre 2024, le parti présidentiel "Nouvel Azerbaïdjan" a remporté la majorité absolue des sièges[32].

Cependant, bien que des élections aient lieu régulièrement, les organisations internationales, et notamment le Bureau des Institutions Démocratiques et des Droits de l'Homme (BIDDH) de l'OSCE, estiment que la législation restrictive et l'environnement politique n'ont pas permis une véritable concurrence[33]. Les missions d'observation ont en effet relevé l'absence de véritable compétition politique, la limitation des voix critiques et des irrégularités dans le décompte des votes. Les partis d'opposition disposent d'une marge d'action limitée dans un environnement marqué par des restrictions à la liberté d'association et de réunion.

Le pays fait ainsi l'objet de préoccupations internationales en termes de transparence électorale, d'indépendance des commissions électorales et de participation de l'opposition.

Les organisations internationales estiment également que la situation politique est préoccupante en termes de droits de l'Homme : les répressions contre les opposants politiques et les journalistes continuent de s'intensifier dans le pays mais aussi à l'extérieur de ses frontières[34].

L'une des préoccupations principales de ces dernières années étant le conflit du Haut-Karabagh, l'enjeu aujourd'hui réside dans l'organisation de la reconstruction des territoires repris et le retour des populations déplacées. La légitimité politique doit aussi être renforcée, en consolidant la confiance dans les institutions, en répondant aux préoccupations internationales et en améliorant la transparence de l'administration.

[29] Overview: Azerbaïdjan, Banque Mondiale. Azerbaijan | World Bank Group
[30] IMF Executive Board Concludes 2026 Art IV Consultation with the Republic of Azerbaïdjan (30 avril 2026). IMF Executive Board Concludes 2026 Article IV Consultation with the Republic of Azerbaijan
[31] Azerbaïdjan: hydrocarbures et dicature, Le dessous des cartes, Arte (17 octobre 2025). Le dessous des cartes - Azerbaïdjan : hydrocarbures et dictature - Regarder le documentaire complet | ARTE
[32] Azerbaïdjan, France Diplomatie, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (25 juin 2026). Azerbaïdjan - Présentation de l'Azerbaïdjan | France Diplomatie
[33] Azerbaïdjan, France Diplomatie, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (25 juin 2026). Azerbaïdjan - Présentation de l'Azerbaïdjan | France Diplomatie
[34] Lack of genuine political alternatives in a restricted environment characterized Azerbaijan's presidential election, international observers say, Office for Democratic Institutions and Human Rights, OSCE. Lack of genuine political alternatives in a restricted environment characterized Azerbaijan's presidential election, international observers say | OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights

7. Enjeux géopolitiques régionaux

Au sein de la région, l'Azerbaïdjan fait face à des enjeux sécuritaires variés et en lien avec certains de ses partenaires.

Tout d'abord, la stabilité de la frontière et des relations avec l'Arménie avec la fin de la guerre reste l'enjeu principal, malgré les avancées diplomatiques de 2025.

En effet, les relations peuvent être fragilisées selon les actions de l'Azerbaïdjan, qui est notamment intéressé par le corridor du Zanguezour, au sein du territoire arménien séparant l'Azerbaïdjan de la Turquie. En mettant la main sur ce territoire, le pays pourrait non seulement lier son enclave du Nakhitchevan au reste de son territoire, mais aussi lier la Turquie au reste des territoires turcophones[35]. La Turquie et l'Azerbaïdjan ont en effet la volonté de développer un lien économique et stratégique entre les différents États turcophones de la région (Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizstan, Turkménistan).

Ensuite, un autre sujet de tension se situe au niveau de la mer Caspienne, plus grande étendue d'eau intérieure fermée du monde.



Elle est bordée par l'Azerbaïdjan, la Russie, le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Iran. Son statut juridique a longtemps été contesté car il détermine le partage des ressources naturelles, le contrôle des eaux et les possibilités de construction d'infrastructures énergétiques.

La difficulté vient de sa nature géographique. En effet, la question qui demeure est de savoir s'il faut la considérer comme une mer, bien qu'elle ne communique avec aucun océan, ou bien comme un lac ? Cette distinction à des conséquences concrètes : en étant considérée comme une mer, les règles relatives aux eaux territoriales aux droits économiques maritimes seraient la référence, tandis qu'en étant considérée comme un lac, le partage des eaux et du sous-sol dépendrait d'accords entre les États riverains[36].

La question est importante puisque cela soulève l'enjeu économique du contrôle des gisements de pétroles et de gaz présents sous le fond de la Caspienne, ainsi que des routes maritimes permettant de les exporter.

Après la dissolution de l'URSS en 1991, les accords conclus auparavant ne suffisaient plus à régler les revendications des États riverains. Ces derniers ont parfois conclu des accords bilatéraux, mais l'adoption d'un cadre commun a été compliqué par les nombreuses divergences.

Le 12 août 2018, les cinq États ont signé la Convention sur le statut juridique de la mer Caspienne, qui établit un régime particulier prévoyant la délimitation des zones territoriales, des zones de pêches, du fond marin et du sous-sol et l'encadrement des activités militaires et

[35] Azerbaïdjan : hydrocarbures et dictature, Le dessous des cartes, Arte. Le dessous des cartes - Azerbaïdjan : hydrocarbures et dictature - Regarder le documentaire complet | ARTE

[36] Enjeux économiques et perspectives de règlement des contentieux territoriaux en mer Caspienne, Direction Générale du Trésor, ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle, Énergétique et Numérique (17 mai 2018). Enjeux économiques et perspectives de règlement des contentieux territoriaux en mer Caspienne | Direction générale du Trésor

de sécurité. Cette convention représente une réelle avancée, mais pas un règlement complet du différend car plusieurs questions restent dépendantes d'accords entre États[37].

Pour Bakou, le statut de la Caspienne est une question de souveraineté et de sécurité énergétique, puisqu'il souhaite y développer ses gisements offshore, sécuriser ses droits sur le sous-sol et ainsi faciliter l'exportation des hydrocarbures vers l'Occident. La délimitation du sous-sol entraîne des désaccords avec le Turkménistan et l'Iran, tout comme les différents projets de pipelines sous-marins, qui restent des sujets de discussion et de négociation.

Finalement, l'Azerbaïdjan partage environ 600 km de frontières avec l'Iran, au sein duquel de nombreuses velléités nationalistes de certains groupes azéris se sont développées dans certaines provinces iraniennes. Ces derniers espèrent une intégration au sein de la République d'Azerbaïdjan. L'Iran émet également des inquiétudes concernant les relations entre l'Azerbaïdjan et Israël, mais malgré ces tensions, les relations entre les deux pays restent bonnes et font l'objet de projets d'infrastructures de transport afin de développer les échanges commerciaux entre la Russie et l'Asie[38].

8. Défense et politique étrangère

La politique étrangère de l'Azerbaïdjan repose essentiellement sur le conflit qui l'oppose à l'Arménie concernant le territoire du Haut-Karabagh. Avec la fin du conflit en 2023 à la suite de l'offensive azerbaïdjanaise et la reprise du contrôle du territoire, l'objectif est maintenant d'arriver à une normalisation des relations avec l'Arménie. Cette dernière est par ailleurs déterminée à normaliser leurs relations. Le premier ministre arménien, Nikol Pachinian, a pris acte de la défaite de son pays en 2020 et de la chute de l'enclave séparatiste en septembre 2023, et entend désormais sauver ce qu'il reste de l'Arménie et éviter un nouveau conflit[39].

Le sommet du 8 août 2025 à Washington, avec pour médiateur le président des États-Unis, à permis de mettre en place des documents déterminants à leurs relations, permettant de surmonter les séquelles de trente ans de guerre.

Tout d'abord, un accord de paix entre les deux pays a été pré-signé par leur dirigeant, sans avoir été toutefois paraphé ou ratifié. Ce texte enterre toute revendication des Arméniens sur le Haut-Karabagh, tandis qu'aucune mention n'a été faite concernant les anciens dirigeants de cette ex-république autoproclamée, capturés par l'Azerbaïdjan en 2023 et condamnés en février 2025 à des peines de prison allant jusqu'à la perpétuité.

Dans un second temps, le président américain leur a également proposé de bâtir des relations autour d'un projet commercial : la « *Trump Route for International Peace and Prosperity* » (TRIPP). Ce projet n'est pour l'instant qu'un accord de principe, mais il a pour objectif de relier l'Azerbaïdjan à son exclave du Nakhitchevan et à la Turquie, via l'Arménie. Cela permettra aussi de connecter l'Asie centrale à l'Europe, en contournant la Russie et l'Iran. Les États-Unis seront les bénéficiaires majoritaires du projet (74% des parts, contre 26% pour l'Arménie pendant 49 ans, puis 51% contre 49%)[40].

Le président azerbaïdjanais a déclaré : « [La TRIPP] sera une nouvelle contribution à la paix, au développement et à la coopération régionale ».

---

[37] Legal status of the Caspian Sea, ministry of Foreign Affairs of the Republic of Kazakhstan (16 octobre 2019). Legal status of the Caspian Sea

[38] Azerbaïdjan : hydrocarbures et dictature, Le dessous des cartes, Arte. Le dessous des cartes - Azerbaïdjan : hydrocarbures et dictature - Regarder le documentaire complet | ARTE

[39] En Arménie, la paix avec l'Azerbaïdjan à marche forcée : « on ne peut pas rester des ennemis pour toujours », Le Monde (18 mars 2026). En Arménie, la paix avec l'Azerbaïdjan à marche forcée : « On ne peut pas rester des ennemis pour toujours »

[40] En Arménie, la paix avec l'Azerbaïdjan à marche forcée : « on ne peut pas rester des ennemis pour toujours », Le Monde (18 mars 2026). En Arménie, la paix avec l'Azerbaïdjan à marche forcée : « On ne peut pas rester des ennemis pour toujours »

Cependant, le discours de l'Azerbaïdjan sur ce projet est ambivalent, puisqu'il continue de désigner la TRIPP comme un « corridor », impliquant ainsi une perte de souveraineté de l'Arménie.

La population arménienne reste ainsi défiante quant à la position de l'Azerbaïdjan, et a l'impression d'être forcée à la paix avec un projet commercial inégalitaire, tandis les autorités considèrent qu'il n'est pas possible de rester "ennemis pour toujours".

La normalisation des relations passe aussi par des preuves tangibles, notamment le fait que l'Arménie vend pour la première fois depuis l'indépendance des deux pays en 1991, de l'essence azerbaïdjanaise. Cependant, bien que le prix soit plus attractif, une grande partie de la population refuse d' en acheter.

Bien qu'en phase de transition des relations bilatérales, un revirement de situation pourrait facilement ramener le conflit sur la table. L'Azerbaïdjan occupe toujours quelques 200 km² du territoire arménien depuis 2021 et continue de s'armer massivement (augmentation des dépenses militaires : 2,2 milliards de $ en 2020 à 3,8 milliards de $ en 2024)[41].

Concernant sa politique étrangère et sa stratégie diplomatique, l'Azerbaïdjan pratique une politique étrangère dite "multivectorielle", c'est-à-dire qu'il cherche à développer des relations avec des partenaires aux intérêts parfois concurrents, sans s'aligner sur un seul bloc. Cette stratégie est facilitée par sa position entre la Russie, l'Iran, la Turquie et l'Asie centrale.

Durant le conflit du Haut-Karabagh l'opposant à l'Arménie, l'Azerbaïdjan a disposé de soutien de plusieurs pays, dont la Turquie, qui lui a fourni troupes et armements. Les deux pays entretiennent des liens politiques, culturels, économiques et militaires étroits, dont le partenariat historique facilite les liaisons énergétiques et commerciales entre la Caspienne, le Caucase et les marchés européens[42].

Avec la Russie, les relations peuvent être parfois délicates, bien que cette dernière dépende en partie de l'Azerbaïdjan pour contourner les sanctions mises en place à la suite de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. Les deux États ont signé une déclaration sur leurs relations en février 2022, prévoyant notamment une coopération politique et sécuritaire[43]. Bakou cherche toutefois à préserver son autonomie diplomatique sans dépendre excessivement de la Russie.

L'Azerbaïdjan a également un partenariat historique avec Israël, lui permettant de bénéficier des technologies avancées israéliennes. C'est en partie ce qui a permis à Ilham Aliev de moderniser son armée et réaliser des offensives militaires contre l'Arménie en Haut-Karabagh[44].

Bien qu'ayant des relations avec Israël, Bakou entretient également une relation de voisinage avec l'Iran, marquée par des rivalités. Les deux pays entretiennent des intérêts liés à la Caspienne et aux corridors de transport, mais des divergences apparaissent notamment sur les délimitations maritimes, les projets énergétiques et les équilibres stratégiques régionaux. Le partenariat avec Israël représente également un sujet de préoccupation pour Téhéran.

---

[41] En Arménie, la paix avec l'Azerbaïdjan à marche forcée : « on ne peut pas rester des ennemis pour toujours », Le Monde (18 mars 2026). En Arménie, la paix avec l'Azerbaïdjan à marche forcée : « On ne peut pas rester des ennemis pour toujours »

[42] Azerbaijan relations in the framework of the revised European Neighbourhood Policy, Commission européene (11 mars 2019). 2019_report_on_eu-azerbaijan_relations_in_the_framework_of_the_revised_european_neighbourhood_policy_0.pdf

[43] Declaration on allied interaction between the Republic of Azerbaijan and the Russian Federation (22 février 2022). Declaration on allied interaction between the Republic of Azerbaijan and the Russian Federation » Official web-site of President of Azerbaijan Republic

[44] Azerbaïdjan : hydrocarbures et dictature, Le dessous des cartes, Arte. Le dessous des cartes - Azerbaïdjan : hydrocarbures et dictature - Regarder le documentaire complet | ARTE

L'Azerbaïdjan a également noué des liens plus discrets avec des puissances occidentales, notamment le Royaume-Uni, qui est le premier investisseur privé étranger du pays, avec 25% d'investissements étrangers dirigés vers l'Azerbaïdjan.

La Hongrie et la Chypre talonnent aussi la Turquie en matière d'investissements. La Hongrie représente 15% des investissements étrangers azerbaïdjanais, et la Chypre 11%[45].

Les relations avec les États-Unis sont plus limitées et sont historiquement centrées sur la sécurité énergétique et la stabilité du Caucase du Sud. Elles se sont cependant approfondies en 2025 autour de la connectivité régionale et à la coopération sécuritaire, notamment grâce au fait que le président des États-Unis a fait office de médiateur durant les discussions entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Une Charte de partenariat stratégique a en effet été signée par les deux pays en février 2026 et prévoit une coopération renforcée dans les domaines diplomatique, économique, énergétique, technologique et sécuritaire[46].

Cependant, les relations bilatérales avec la France se sont fortement dégradées à la suite des opérations militaires de l'Azerbaïdjan en 2020. Les autorités françaises se sont positionnées clairement contre le recours à la force. De plus, des ressortissants français ont subi des détentions arbitraires, le dispositif diplomatique français a subi des pressions et des initiatives ont été dirigées contre l'intégrité territoriale de la France.

Le dialogue diplomatique a été réinitié par la France en janvier 2025, permettant une affirmation d'une volonté commune de normalisation des relations, permettant une relance des échanges économiques, bien qu'ils ont largement diminué en 2023 du fait du conflit[47].

L'Azerbaïdjan se livre en effet à des actes ambivalents concernant ses relations. Tout d'abord, il a été membre non permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU entre 2012 et 2013. En 2019, le pays prend la tête du mouvement des non-alignés aux Nations Unies.

Bakou se livre également à ce qui est appelé "la diplomatie du caviar". En intégrant le Conseil de l'Europe en 2001, le pays va effectuer des versements à des parlementaires européens, entraînant l'exclusion à vie de 14 d'entre eux.

Le pays va aussi se livrer à des actions d'intimidations, notamment pour éliminer ou menacer certains de ses opposants politiques réfugiés à l'étranger. En 2022, la France devient à son tour la cible d'opérations de déstabilisation de la part de Bakou, qui lui reproche son soutien financier et militaire à l'Arménie. En ce sens, Bakou va mettre en place un réseau de soutien logistique et financier aux indépendantistes des territoires d'Outre-Mer français, au nom d'un combat contre le "colonialisme et le néocolonialisme". Des campagnes de désinformation sont ainsi menées massivement en 2024[48].

En définitive, la politique étrangère de l'Azerbaïdjan s'organise autour de trois priorités : préserver sa souveraineté territoriale, tirer parti de sa position énergétique et géographique, et maintenir ses relations avec les grandes puissances et ses différents voisins. Les hydrocarbures représentent à la fois une source majeure de revenus et un outil d'influence internationale. Cependant, certains actes de la part de l'Azerbaïdjan ont tendance à réduire la confiance pour ses partenaires.

---

[45] Azerbaïdjan : hydrocarbures et dictature, Le dessous des cartes, Arte. Le dessous des cartes - Azerbaïdjan : hydrocarbures et dictature - Regarder le documentaire complet | ARTE

[46] U.S-Azerbaïdjan relations, US department of State. Azerbaijan - United States Department of State

[47] Azerbaïdjan, France Diplomatie, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (25 juin 2026). Azerbaïdjan - Présentation de l'Azerbaïdjan | France Diplomatie

[48] Azerbaïdjan : hydrocarbures et dictature, Le dessous des cartes, Arte. Le dessous des cartes - Azerbaïdjan : hydrocarbures et dictature - Regarder le documentaire complet | ARTE

9. Enjeux environnementaux

Du fait de sa dépendance aux hydrocarbures et de sa situation géographique entre le Caucase et la mer Caspienne, l'Azerbaïdjan est soumis à des défis environnementaux et est un pays vulnérable au changement climatique.

- Le pétrole et le gaz occupant une place centrale dans l'économie azerbaïdjanaise, la réduction des émissions de CO2 et de méthane liées à leur extraction et la diversification énergétique du pays représentent des enjeux majeurs. En 2024, 3.8 tonnes de CO2 ont été émises par l'Azerbaïdjan[49]. Le pays doit arriver à suivre la transition énergétique afin de diminuer sa participation aux émissions de gaz polluants, comme annoncé durant la COP 29 qui prenait place à Bakou. Les activités pétrolières entraînent également une pollution industrielle importante et une dégradation des sols, représentant aujourd'hui un enjeu sanitaire et environnemental majeur.
- La baisse du niveau de la mer Caspienne menace les zones côtières, les infrastructures portuaires et les habitats naturels. Les activités de pêche sont ainsi affectées, tout comme les écosystèmes littoraux et les infrastructures[50].
- Le pays fait aussi face à la sécheresse et au stress hydrique des cours d'eau transfrontaliers dont il est dépendant. Cela affecte l'approvisionnement en eau potable du pays, l'agriculture et les écosystèmes.
- La pollution urbaine est également un sujet majeur. En effet, l'urbanisation, les activités industrielles et la concentration de la population autour de Bakou nécessitent un meilleur traitement des déchets ainsi que l'amélioration du système d'assainissement des eaux usées.

Du fait de ces enjeux majeurs, le gouvernement a identifié l'objectif d'un environnement propre et d'un pays de "croissance verte" comme l'une des cinq priorités nationales clés pour le développement socio-économique de l'Azerbaïdjan jusqu'en 2030. En ce sens, des efforts ciblés sont entrepris pour améliorer les espaces verts et les zones forestières, garantir l'utilisation efficace des ressources en eau et des sources d'énergie durables, et développer des infrastructures modernes pour la gestion des déchets. À la suite de la libération de ses territoires, le pays a également lancé des projets de reconstructions et de réhabilitation en accord avec des concepts de "ville intelligente", comprenant des projets d'énergies vertes et des technologies modernes[51].

10. Points de vigilance

Le premier point de vigilance concerne la dépendance de l'Azerbaïdjan face aux hydrocarbures. L'économie reste fortement exposée aux variations des prix mondiaux du pétrole et du gaz, ainsi qu'au recul de la production pétrolière, qui ont entraîné un ralentissement de la croissance. Le SOFAZ offre des réserves financières importantes, mais la soutenabilité du modèle économique dépendra de la capacité du pays à développer des activités productives hors hydrocarbures.

Le deuxième point concerne la concrétisation de la paix avec l'Arménie. En effet, malgré les avancées diplomatiques de 2025, la normalisation reste à consolider, avec notamment les

[49] Azerbaijan, World Bank Group. Azerbaijan | Data
[50] The race to save the vanishing Caspian Sea, UN environment program. The race to save the vanishing Caspian Sea | UNEP - UN Environment Programme
[51] Allocution du président Ilham Aliyev à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement 2026 (05 juin 2026). Allocution à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement 2026 » Site officiel du Président de la République d'Azerbaïdjan

enjeux liés à la mise en œuvre définitive de l'accord de paix, la délimitation de la frontière, les questions de souveraineté liées aux voies de communication et le sort des personnes déplacées. De plus, avec la fin du conflit, la reconstruction du Karabagh et des territoires alentours nécessite des investissements importants. De plus, le retour des populations déplacées et la protection des droits des personnes concernées demeurent des enjeux sensibles.

Le troisième point repose sur la volonté de Bakou de renforcer son rôle de carrefour régional. Les tensions qui en découlent concernant le corridor de la TRIPP, le statut juridique de la mer Caspienne fragilisent l'équilibre de la région et la souveraineté des États voisins.

Le quatrième point concerne sa stratégie de politique multivectorielle. Reposant sur des partenariats diversifiés, elle offre des possibilités de coopération larges, mais impose aussi de gérer des intérêts parfois contradictoires. Si des tensions régionales se développent, Bakou se retrouverait avec des marges de manœuvre diplomatiques réduites.

Le cinquième point rassemble les fragilités institutionnelles du pays et les tensions avec les partenaires occidentaux. Du fait de la concentration du pouvoir, des restrictions concernant les médias indépendants et la société civile, ainsi que les préoccupations relatives à la transparence électorale, la confiance des partenaires internationaux et l'environnement des affaires est ainsi fragilisé, rendant difficile la diversification économique.

Finalement le dernier point concerne les risques climatiques et environnementaux auquel fait face l'Azerbaïdjan et qui le pousse à accélérer sa transition énergétique. La baisse du niveau des eaux, la sécheresse et les pollutions liées aux activités industrielles constituent des risques pour les infrastructures et l'agriculture. Malgré le fait que la transition énergétique représente une contrainte pour un pays producteur et exportateur d'hydrocarbure, elle est aussi une opportunité de diversification économique.

11. Perspectives d'évolution

La poursuite du dialogue et du processus de paix avec l'Arménie pourrait permettre de consolider le cessez-le-feu et de stabiliser les échanges régionaux. Cependant, cette évolution reste conditionnée à la capacité des deux pays à régler leurs différends politiques et territoriaux.

La normalisation des relations avec l'Arménie permettrait également à l'Azerbaïdjan de tirer parti de sa position géographique et de renforcer son rôle de carrefour entre l'Europe et l'Asie en développant les liaisons et les infrastructures d'échanges. La réalisation de ces perspectives dépend tout de même de la stabilité régionale, des investissements et des accords entre les États concernés.

Pour le secteur économique, le FMI identifie la diversification portée par le secteur privé comme une priorité structurelle du fait de la baisse tendancielle de la production d'hydrocarbures. En effet, les ressources sur SOFAZ peuvent soutenir le développement des secteurs non pétroliers (transports, logistique, agriculture, services), à condition que les investissements favorisent durablement la productivité, l'emploi et le développement du secteur privé.

Cela permettra également à l'Azerbaïdjan d'engager sa transition énergétique, avec des projets d'énergie solaire et éolienne qui permettrait au pays de diversifier progressivement son système énergétique et de faire face à la pression croissante pour adapter le pays aux risques climatiques.

Finalement, la coopération avec les puissances occidentales pourrait se renforcer autour de l'énergie et des investissements, mais les désaccords sur les droits fondamentaux et les libertés publiques pourraient limiter l'approfondissement des relations.

12. Lecture stratégique finale

L'Azerbaïdjan occupe une position stratégique qui repose sur la combinaison de trois atouts : ses ressources énergétiques, sa situation géographique entre l'Europe et l'Asie et sa capacité à entretenir des relations avec des puissances aux intérêts concurrents. La reprise du contrôle du Haut-Karabagh en 2023 a renforcé sa position régionale, tandis que les négociations engagées avec l'Arménie depuis 2025 ouvrent la possibilité d'une nouvelle phase de coopération dans le Caucase du Sud.

Cependant, les acquis territoriaux et diplomatiques ne suffisent pas à garantir une stabilité durable. La normalisation avec l'Arménie reste à consolider, et parallèlement, les relations avec l'Iran, la Russie et les partenaires occidentaux imposent à Bakou de maintenir un équilibre délicat entre ses intérêts économiques, ses besoins de sécurité et son autonomie diplomatique.

Sur le plan économique, la principale vulnérabilité du pays réside dans sa dépendance persistante aux hydrocarbures. Les réserves financières accumulées par le SOFAZ offrent une capacité d'absorption des chocs, mais le recul de la production pétrolière rend nécessaire une diversification plus profonde de l'économie, qui pourrait permettre à l'Azerbaïdjan de faire évoluer son rôle, de celui d'exportateur d'hydrocarbures vers celui de plateforme régionale de commerce, de transit et d'énergie.

La transition économique est toutefois indissociable des enjeux de gouvernance. La concentration du pouvoir, les restrictions aux libertés publiques et les préoccupations relatives à la transparence institutionnelle peuvent peser sur la qualité du climat des affaires et sur les relations avec les partenaires occidentaux.

En définitive, l'enjeu stratégique majeur de l'Azerbaïdjan est de convertir sa position géopolitique et ses ressources énergétiques en un modèle de développement plus diversifié et durable. Sa capacité à consolider la paix régionale, à développer les corridors eurasiatiques, à réduire sa dépendance aux hydrocarbures et à répondre aux enjeux de gouvernance permettra de répondre à ses enjeux majeurs et développer son influence à moyen et long terme.